

HISTOIRE

Aris Vélouchiotis
... *non conformiste* ...
Aris Vélouchiotis
... *non conformiste* ...

*** Dès octobre 1944, en décidant l'assassinat de la résistance grecque, - Staline et Churchill avaient fait le lit des colonels**

LES KAPETANIOS
par Dominique Eudes
Fayard, 480 p., 18 F

Le livre de Dominique Eudes sur la guerre civile de 1943 à 1949 en Grèce, « les Kapétanios » (1), révèle et éclaire, pour la première fois, une histoire jusqu'à ce jour méconnue, une guerre et une tragédie passées entièrement sous silence et qui constituent pourtant un des moments les plus révélateurs de l'histoire d'après la guerre. Jean-Paul Sartre regrettait l'an dernier, dans sa préface au numéro spécial des « Temps modernes » consacré à la Grèce, de n'avoir pu « *trouver personne pour raconter l'assassinat de la résistance grecque après Yalta* ». C'est désormais chose faite. Et plus que faite. Car à l'assassinat de la résistance entrepris par l'action combinée des Britanniques et des Soviétiques s'est ajouté celui de la révolution.

(1) Approximativement « les Capitans », nom qu'avaient pris les chefs de la guerre de libération grecque contre les Turcs dans les années 1820.

L'occupation d'Athènes

La résistance grecque contre les occupants allemands et italiens est née spontanément. Elle se traduit, dès 1942, par la formation de deux mouvements de maquisards, dans le nord de la Grèce : celui de l'E.L.A.S. (Armée de Libération nationale), commandé par Ariss Vélouchiotis, et celui de l'E.D.E.S. (Union nationale grecque démocratique), sous la direction de Napoléon Zervas. Bien qu'il s'agisse là de mouvements spontanés, on voit nettement se dessiner deux forces divergentes. La première, l'E.L.A.S. est une force combattante de gauche, dont le but est de lier résistance et révolution. Il ne s'agit- pas seulement de chasser les Allemands du pays mais de donner à ce dernier, après la guerre, des structures politiques nouvelles. Ce sera au peuple combattant, libérateur de son propre sol, de décider par des élections libres du régime de son choix. La seconde force, l'E.D.E.S., semble avoir eu, quant au problème des élections, des positions semblables. La plupart de ses chefs sont des républicains qui n'aiment guère le roi Georges, alors en exil à Londres. Mais, l'attitude ambiguë de son chef, Zervas (qui fait acte d'allégeance au roi), le soutien des Britanniques et du gouvernement grec du Caire l'orientent peu à peu dans une direction différente. L'E.D.E.S. devient le noyau de la résistance proprement nationale et finira par s'opposer ouvertement à l'E.L.A.S.

Ces rivalités ne furent pas propres à la résistance grecque mais elles prirent, dans le contexte balkanique, un sens particulièrement aigu car un fait nouveau intervint soudain dans leur évolution. Désireux d'avoir les mains libres en Grèce pour y contrer l'influence grandissante de l'E.L.A.S., Churchill décide de s'entendre directement avec les Soviétiques. Il débarque donc à Moscou, l'automne 1944, et signe, le 9 octobre, les fameux accords de Moscou qui reconnaissent à la Grande-Bretagne 90 % de prédominance en Grèce en échange d'une prédominance égale reconnue à Staline dans tout le reste des Balkans. Ces accords seront entérinés par la suite à Yalta mais, dès l'automne 1944, on peut dire que le destin de la résistance de gauche est pratiquement scellé.

Les chefs- militaires et politiques de l'E.L.A.S. furent-ils mis au courant des accords ? Il semble bien que non. Les *kapétanios* et les partisans, certes, n'en surent jamais rien. Les dirigeants politiques, en tout cas, ne cesseront de faire pression sur leurs troupes pour qu'elles renoncent à occuper Athènes après le départ des Allemands. Et les partisans victorieux devront assister,

immobiles, impuissants, au débarquement des troupes anglaises du général Scobie et à l'occupation d'Athènes par les tanks britanniques, en novembre 1944. Un accord, signé à Varkiza en février 1945, ira même plus loin : il désarme entièrement l'E.L.A.S. Celle-ci devra livrer aux Anglais 41 500 fusils, 2,015 mitrailleuses et 34 pièces d'artillerie, soit tout l'arsenal pris aux Allemands en trois ans d'une guerre acharnée. En échange, les partis de gauche — notamment le parti communiste — auront une existence légale. C'était payer très cher l'obsession d'une légalité dont l'avenir montrera qu'elle sera de pure forme.

Des mesures grotesques

Le second acte de la tragédie se joue quelques mois plus tard quand la duperie des accords de Varkiza éclate aux yeux de tous. Non seulement les collaborateurs ne sont pas inquiétés, non seulement les commandos d'extrême-droite et l'organisation X du général Grivas opèrent en toute impunité mais les anciens maquisards de l'E.L.A.S. désarmée sont arrêtés, emprisonnés, parfois même exécutés sous l'inculpation de « crime de droit commun ». C'est alors — pendant l'été 1945 — qu'un nouveau chef militaire, Markos, décide de reprendre le maquis. Et c'est ici que la tragédie confine au burlesque. Car depuis longtemps, très exactement dès la naissance de l'E.L.A.S., de graves dissensions opposent les *kapétanios* et les paysans aux chefs politiques du parti communiste, isolés à Athènes.

Ces derniers — Ioannidis, puis Zachariades, revenu de déportation — soutiennent la ligne révolutionnaire orthodoxe : la révolution ne peut venir que de l'élite révolutionnaire du prolétariat urbain, non des insurgés des montagnes. Cette ligne, inspirée des manuels d'instruction soviétique d'avant la guerre, ils la maintiendront envers et contre tous et l'imposeront, par la force, aux *kapétanios* et aux chefs de la montagne. Aris, le plus célèbre et le plus populaire, sera leur première victime. Convoqué en 1943 devant les instances supérieures, il sera accusé de déviationnisme et de trahison et contraint au suicide. C'est que ce mouvement révolutionnaire des montagnes s'opérait selon un schéma non prévu par les manuels théoriques.

Ces *kapétanios* avaient une vue non conformiste de la révolution. Fait plus grave, ils avaient, de leur propre autorité, amorcé, dans les territoires libérés, des réformes importantes : auto administration des villages, projets de réforme agraire, tribunaux populaires. La méfiance, pour ne pas dire l'opposition systématique des dirigeants doctrinaires à leur égard, se traduira par des mesures grotesques : par exemple, l'interdiction du port la barbe, comme antisocialiste !

Les partisans écrasés

Pans le contexte de l'année 1945, ces dissensions se doublent aussi d'une dissidence : celle de Tito. Markos, à tort ou à raison, passe pour « titiste » et dès lors cela concerne Moscou autant qu'Athènes. Le 10 février 1948, Staline déclare ouvertement aux délégués des partis yougoslave et bulgare « *La révolution grecque doit être circonscrite immédiatement.* » (2.) Autrement dit, une fois de plus, le sort des partisans est désormais scellé. Ceux d'entre eux qui ont échappé aux purges se battront jusqu'au dernier homme en espérant une aide ou une intervention soviétique qui ne viendra jamais. Ils périront, écrasés par les forces gouvernementales équipées de matériel américain, contraints à la reddition ou au suicide et, pour les plus chanceux d'entre eux, réduits à fuir dans les pays socialistes limitrophes. Tout ne sera pas fini pour autant car, là, certains seront encore jugés et emprisonnés pour déviationnisme.

Ainsi se clôt, par la fuite, la prison ou la mort de ses partisans, la première et sans doute la dernière tentative révolutionnaire paysanne dans l'Europe d'après la guerre. Par sa nature spontanée et ses exigences profondes elle gênait tout le monde : les Britanniques et les Américains, puisqu'elle prétendait libérer la Grèce de leur emprise, et les Soviétiques puisqu'elle prétendait déjà instaurer un socialisme différent du modèle soviétique. Cette histoire, prophétique et si contemporaine, il faut à tout prix la lire.

JACQUES LACARRIERE

(2) Rapporté par Milovan Djilas.